



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association AGAP

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association AGAP

270 rue Louis Pierre Dugrosprez - 60610 LA CROIX SAINT OUEN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association AGAP

270 rue Louis Pierre Dugrosprez - 60610 LA CROIX SAINT OUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association AGAP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGAP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués par votre association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 24 mai 2024

KPMG SA

Géraldine
Roosen
2024.05.24
11:08:28 +02'00'

Géraldine Roosen

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	24 685	23 310	1 375	2 375
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 055 926	258 998	796 927	854 920
Constructions	4 310 553	1 115 661	3 194 892	3 442 258
Installations techniques, matériel et outillage industriels	422 664	378 565	44 099	56 859
Immobilisations corporelles en cours				
Autres				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 150		2 150	2 150
Prêts	197 855		197 855	187 476
Autres	6 064		6 064	6 038
TOTAL I	6 019 897	1 776 535	4 243 363	4 552 075
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	28 210		28 210	21 174
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	701 882	19 553	682 329	744 363
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	224 374		224 374	115 602
Valeurs mobilières de placement	669 836	52 406	617 430	598 445
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 786 353		1 786 353	1 733 008
Charges constatées d'avance	27 187		27 187	27 043
TOTAL II	3 437 842	71 959	3 365 883	3 239 636
Frais d'émission des emprunts (III)	120 557		120 557	129 168
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	9 578 296	1 848 494	7 729 803	7 920 879

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	152	152
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	2 632 098	2 632 098
Excédent ou déficit de l'exercice	69 259	174 725
Situation nette (sous total)	651	(105 466)
	2 702 160	2 701 509
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 702 160	2 701 509
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	270 921	196 387
TOTAL III	270 921	196 387
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	4 037 249	4 244 605
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	134 757	167 340
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	576 715	602 680
Autres dettes	1 339	1 226
Instruments de trésorerie	6 213	6 784
Produits constatés d'avance		
	450	348
TOTAL IV	4 756 722	5 022 983
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	7 729 803	7 920 879

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature	496 142	473 876
Ventes de prestations de service		
dont parrainages	3 001 796	2 810 216
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	1 265 743	1 298 869
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	5 000	5 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	64 698	17 820
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	77 893	74 240
TOTAL I	4 911 272	4 680 021
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	170 255	145 455
Variation de stock	(7 036)	(1 761)
Autres achats et charges externes	1 139 914	1 112 199
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	38 957	40 234
Salaires et traitements	2 530 791	2 443 311
Charges sociales	555 441	472 996
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	331 159	344 204
Dotations aux provisions	79 631	60 743
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	32 471	21 000
TOTAL II	4 871 584	4 638 381
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	39 688	41 639
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	7 740	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	14 594	5 560
Autres intérêts et produits assimilés	12 412	11 596
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	67 976	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	102 722	17 156
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 406	67 976
Intérêts et charges assimilées	89 163	93 562
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	141 570	161 538
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(38 847)	(144 383)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	841	(102 743)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		136 405
TOTAL V		136 405
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	190	139 128
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	190	139 128
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(190)	(2 723)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 013 994	4 833 581
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 013 343	4 939 048
EXCEDENT OU DEFICIT	651	(105 466)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

**Annexe aux Comptes Annuels
de l'exercice clos le
31/12/2023
AGAP ACVO**

I – DENOMINATION – OBJET – MODALITES D’ACTION

1. Dénomination

L'Agap regroupe des personnes physiques ou morales qui, appartenant ou s'intéressant à des familles ayant un lien familial avec des personnes en situation de handicap, adhèrent aux présents statuts.

Sa zone d'action s'étend principalement au territoire du département de l'Oise. Sa durée est illimitée.

2. Objet social de l'Association

Celle-ci a pour but :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique ou intellectuel des personnes en situation de handicap, par l'exercice d'une activité à caractère professionnel et la formation professionnelle.
- Assurer, coordonner ou promouvoir, d'elle-même ou à la demande de ses membres, les démarches administratives et les représentations auprès des autorités de tarification et de contrôle de l'Etat et du Département, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, des instances administratives et des élus.
- Etablir les concertations et partenariats avec les autres associations, les organismes et les établissements qui oeuvrent en faveur des personnes en situation de handicap mental ou psychique.

3. Moyens d'Action

Pour ce faire, elle peut agir

- ❖ A l'égard des personnes en situation de handicap
- En gérant une entreprise adaptée dénommée « A.C.V.O. » principalement pour personnes en situation de handicap ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH).

- En créant ou gérant toute autre établissement ou service de travail adapté dans le département de l'Oise.

❖ A l'égard de la société civile

- En mettant une stratégie de communication pour faire connaître, reconnaître ses actions et faire évoluer le regard sur le handicap.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

II – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Aucun fait caractéristique significatif n'est à signaler pour cet exercice.

III – PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

- 1 . Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- 2 L'application du règlement ANC n°2018-06 ne constitue pas de changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent étaient présentés selon les nouvelles normes ANC n°2018-06.
- 3 Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux nouvelles règles générales d'établissement et de présentation des comptes selon la norme ANC 2018-06.
- 4 L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.
- 5 Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.
- 6 Les comptes présentés appliquent la méthode « optionnelle » suivante parmi celles proposées par le règlement 2014-03 : en application de l'article 212-11 les frais d'émission d'emprunt sont répartis sur la durée de remboursement de l'emprunt.

IV – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. ACTIF

Exercice du 01 Janvier au 31 Décembre 2023

Tableau des Immobilisations

Comptes Immobilisations	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/23
Autres Immo Incorporelles	24 684.75	0.00	0.00	24 684.75
Terrains nus	476 000.00	0.00	0.00	476 000.00
Agencements terrains	579 925.50	0.00	0.00	579 925.50
Ins Agencements et aménagements	632 852.96	0.00	0.00	632 852.96
Constructions	3 677 700.00	0.00	0.00	3 677 700.00
Mat & Outillages ACVO	232 761.75	435.00	8 903.12	224 293.63
Ins. Aménagement divers	78 124.97	0.00	0.00	78 124.97
Mat de transport	21 917.15	0.00	0.00	21 917.15
Mat de bureau & Informatique	64 316.26	2 399.00	2 087.00	64 628.26
Mobilier	33 105.24	595.20	0.00	33 700.44
Total	5 821 388.58	3 429.20	10 990.12	5 813 827.66

Tableau des Amortissements

Comptes Immobilisations	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/23
Autres Immo Incorporelles	22 309.75	1 000.00	0.00	23 309.75
Terrains nus	0.00	0.00	0.00	0.00
Agencements terrains	201 005.93	57 992.55	0.00	258 998.48
Bâtiments	643 597.50	183 885.00	0.00	827 482.50
Ins. Agencements divers	224 697.71	63 480.98	0.00	288 178.69
Mat & Outillages ACVO	207 747.57	10 205.96	8 903.12	209 050.41
Ins. Aménagement divers	48 519.39	3 342.43	0.00	51 861.82
Mat de transport	21 917.15	0.00	0.00	21 917.15
Mat de bureau & Informatique	62 076.90	2 354.69	2 087.00	62 344.59
Mobilier	33 105.24	286.03	0.00	22 391.27
Total	1 464 977.14	322 547.64	10 990.12	1 776 534.66

➤ Les principaux mouvements :

○ *Acquisitions :*

- 1 Destructeur,
- 1 Balayeuse manuelle,
- 1 Ordinateur Portable,
- 1 Imprimante HP Color,
- 1 Ecran 32''.

○ *Sorties :*

- 1 Autolaveuse à batteries,
- 1 Imprimante HP Laser,
- 1 PC Portable ProBook.

Les principaux modes et durées d'amortissements pratiqués sont les suivants :

<u>Immobilisations</u>	<u>Mode</u>	<u>Durée</u>
Logiciel	Linéaire	1 an
Agencements terrains	Linéaire	10 à 15 ans
Bâtiments	Linéaire	8 à 20 ans
Ins. Agencements divers	Linéaire	5 à 20 ans
Mat & Outillages ACVO	Linéaire	1 à 10 ans
Ins. Aménagement divers	Linéaire	3 à 10 ans
Mat de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Mat de bureau & Informatique	Linéaire	2 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Tableau des Immobilisations Financières

Immobilisations Financières	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/23
Autres Titres BFCC (141 parts)	2 150.25	0.00	0.00	2 150.25
Prêts aux organ. collecteurs	187476.00	10 379.00	0.00	197 855.00
Dépôts et cautionnements versés	6 037.54	26.95	0.00	6 064.49
Total	195 663.79	10 405.95	0.00	206 069.74

Tableau des Valeurs Mobilières de Placement

Valeurs Mobilières de Placement	Valeur Inscrite à l'actif	Valeur Liquidative	Plus ou Moins-Value au 31/12/23
Parts sociales BPRP (2 105 parts)	105 250.00	105 250.00	0.00
Titre Sub Remb BPCE 3% (150 000 titres)	161 837.50	147 226.85	-14 610.65
Titre Sub Remb CA 2.8% (150 000 titres)	159 455.00	145 614.57	-13 840.43
Parts sociales BFCC (5 975 parts)	91 118.75	91 118.75	0.00
Horizon Trésor Durable n°2 (150 titres)	150 000.00	126 045.00	-23 955.00

Acquisition sur l'année 2023 de :

- 50 parts sociales BPRP
- 60 parts sociales BFCC.

Charges Constatées d'Avance

Les charges constatées d'avance comptabilisées à la clôture de l'exercice pour 27 186.87 € correspondent à des charges d'exploitation relatives à l'exercice 2024.

Evaluation des Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré)

Etat des Créances

Libellé	Montant brut	- 1 an	+ 1 an
<u>Actif Immobilisé</u>			
- Créances rattachées à des participations			
- Autres Créances			
<u>Actif Circulant</u>			
- Clients et cptes rattachés	701 882.04	669 479.06	32 402.98
- Autres créances	224 373.90	224 373.90	
-Charges constatées d'avance	27 186.87	27 186.87	
Total	953 442.81	921 039.83	32 402.98

Les créances clients dont l'échéance est à plus d'un an, correspondent aux clients douteux provisionnés en moyenne à hauteur de 72.40 %.

Les autres créances correspondent :

- i. à hauteur de 211 965.73 € à l'aide aux postes pour le mois de novembre et décembre 2023, due au 31 décembre 2023, mais versée sur janvier 2024,
- ii. à hauteur de 340.01 €, au remboursement à recevoir pour les salaires de la personne mandataire en réunion CAF et au remboursement des frais de déplacement à la MDPH,
- iii. à hauteur de 2 500 € au versement à recevoir pour l'emploi francs.

Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices

Le montant des frais d'émission des emprunts s'est élevé à 172 224 € en 2018. Ces frais ont donc été transférés à l'actif (au compte 481800), au cours de l'exercice précédent, pour être étalés sur la durée des emprunts.

	Frais émission d'emprunts en 2018	Transfert de charges en 2018	Amortissement 31/12/2023	Solde Charges à étaler au 31/12/2023
		Cpte 790	Cpte 6812	Cpte 4818
Charges à étaler	172 224.00	172 224.00	8 611.20	120 566.80

2. PASSIF

Variation des Fonds Propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	152.45			152.45
Autres réserves	242 259.93			242 259.93
Excédents affectés à l'investissement	1 276 480.47			1 276 480.47
Réserve de trésorerie	1 113 357.64			1 113 357.64
Report à nouveau	174 725.09		105 466.17	69 258.92
TOTAL	2 806 875.58		105 466.17	2 701 409.41

Le résultat consolidé AGAP/ACVO de l'exercice 2022 d'un montant de 105 466.17 € a été affecté de la façon suivante, suivant décision de l'AGO du 04 mai 2023 :

- iv. AGAP : le déficit de 136 356.90 € a été affecté en report à nouveau,
- v. ACVO : le bénéfice de 30 890.73 € a été affecté en report à nouveau.

Provisions

Les provisions constituées à la clôture de l'exercice sont destinées à couvrir des charges de personnel.

➤ *Provision pour litige prud'homal :*

Aucun litige prud'homal en cours au 31 décembre 2023.

➤ *Provision pour indemnité de départ à la retraite :*

Suite à la mise à jour des mouvements de personnel sur l'année 2023, la dotation aux provisions pour indemnité de départ en retraite s'élève à 74 533.87 €.

La provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée sur les bases suivantes :

- Départ à la retraite : 64 ans pour les cadres et pour les non-cadres
- Taux d'actualisation : 3.90 %
- Taux de charges sociales : 33.09%
- Taux de rotation : faible

	A Nouveau	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/23
Provisions pour litige	0.00	0.00	0.00	0.00
Prov / pensions & obli. Simil	196 386.76	74 533.87	0.00	270 920.63
Autres provisions pour charges	0.00	0.00	0.00	0.00
Total	196 386.76	74 533.87	0.00	270 920.63

Etat des Dettes

Libellé	Montant brut	- 1 an	+ 1 an
<u>Dettes financières</u>			
- Emprunt auprès étab. Crédit			
- Emprunt Dépôt et Consignation	0.00	0.00	0.00
- Emprunt BFCC (200 000 €)	0.00	0.00	0.00
- Emprunt BFCC (2 392 000€)	2 013 374.12	106 620.97	1 906 753.15
- Emprunt BPRP (1 435 200€)	1 210 788.57	62 953.78	1 147 834.79
- Emprunt BPRP (956 800 €)	807 192.35	41 969.19	765 223.16
- Intérêts courus	5 893.54	5 893.54	
<u>Autres dettes</u>			
- Fournisseurs	134 756.61	134 756.61	
- Dettes fiscales et sociales	576 714.91	576 714.91	
- Dettes sur Immobilisations	1 339.20	1 339.20	
- Autres dettes	6 212.76	6 212.76	
- Produits constatés d'avance	449.99	449.99	
Total	4 756 722.05	936 910.95	3 819 811.10

Un emprunt pour un montant de 2 392 000 € a été souscrit auprès de la BFCC le 12/07/2018. Durant la phase de versement des fonds, un intérêt est payé et calculé en fonction des sommes versées.

Deux emprunts ont été souscrits en date du 17/07/2018 auprès de la BPRP pour un montant de 1 435 200 € et pour un montant de 956 800 €. De la même manière, pendant la phase de versement des fonds, un intérêt est payé et calculé en fonction des sommes versées. L'amortissement des emprunts commenceront à compter de l'année 2020 même si la livraison du bâtiment a été avancée.

Les remboursements d'emprunt 2023 se sont élevés à 207 056.20 €.

V – INFORMATION RELATIVES COMPTE DE RESULTAT

- Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se répartissent de la manière suivante :

Le total du chiffre d'affaires s'élève à 3 497 937.75 €. Il se compose principalement de :

- Chiffre d'Affaires Papeterie (frais port inclus) : 506 780 €
- Chiffre d'Affaires Colgate : 366 924 €
- Chiffre d'Affaires Centre de Tri : 543 845 €
- Chiffre d'Affaires Paprec prestations : 36 202 €
- Chiffre d'Affaires Chanel : 188 503 €
- Chiffre d'Affaires Sanofi Aventis : 325 986 €
- Chiffre d'Affaires DIM : 178 521 €
- Chiffre d'Affaires Initial : 33 870 €
- Chiffre d'Affaires Propreté : 387 665 €
- Chiffre d'Affaires recyclage papier : 366 133 €

Les concours publics et contributions financières forment un total de 1 270 743 € soit :

- Subvention compensation de salaires TH : 1 265 743 €
- Subvention pour les emplois Francs : 5 000 €

A la clôture de l'exercice 2023, le résultat ressort bénéficiaire de 651 € soit :

- Pour l'AGAP : déficit de -113 €
- Pour l'ACVO : excédent de 763 €

Au 31/12/2023, l'effectif de l'A.C.V.O. était de 105 personnes dont 64 hommes et 41 femmes. Il se répartit de la manière suivante :

- 5 Cadres,
- 21 Non-Cadres Valides,
- 79 Non-Cadres Handicapés.

- Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est signalé qu'il n'a pas été versé, au cours de l'exercice 2023 de rémunérations et avantages en nature aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles. Cette rémunération n'est pas mentionnée par les cadres dirigeants salariés, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

VI – RESULTAT EXCEPTIONNEL

Au 31 décembre 2023, le résultat exceptionnel ressort déficitaire de 190 €, soit :

- Pénalités et amendes :	-190 €
- Autres Charges exceptionnelles :	0 €
- Charges sur exercices antérieurs :	0 €
- Produit de cession des éléments d'actif :	0 €

VII– ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

La CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions) s'est portée caution de l'emprunt auprès du Groupe Crédit Coopératif à hauteur de 60% de l'encours de l'emprunt, soit au 31 décembre 2023 pour un montant de 1 208 024.47 €.

La CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions) s'est portée caution de l'emprunt auprès de la Banque Populaire Rives de Paris à hauteur de 60% de l'emprunt, soit au 31 décembre 2023 pour un montant de 1 210 788.55 €.